

**Procès-verbal de la réunion
du 18 mars 2022**

adopté le 1^{er} juillet 2022

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
272^{ème} séance
(6^{ème} séance du 10^{ème} mandat)**

ORDRE DU JOUR

I.	Adoption de l'ordre du jour	3
II.	Approbation des projets de procès-verbaux des séances du 2 décembre 2021	3
III.	Élections et désignations.....	3
	1. <i>du/de la Vice-Président(e) « collectivités territoriales »</i>	3
	2. <i>de trois membres de la Commission des aides financières au titre de représentants des collectivités territoriales</i>	3
	3. <i>de trois membres de la Commission des Programmes représentant les collectivités territoriales au Conseil d'Administration</i>	3
IV.	Compte financier de l'année 2021.....	4
	1. <i>Note de gestion de l'ordonnateur</i>	4
	2. <i>Adoption du compte financier et affectation du résultat (pour délibération)</i>	4
V.	Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022.....	4
	1. <i>Rapport du Président de la Commission des aides financières du 3 mars 2022 (pour information)</i>	5
	2. <i>Point sur l'exécution financière (pour information)</i>	5
	3. <i>Budget rectificatif n°1 pour l'année 2022 (pour délibération)</i>	5
VI.	Pilotage stratégique de l'Etablissement et du 11 ^{ème} programme d'intervention.....	6
	1. <i>Contrôle interne budgétaire – Plan d'action de la cartographie des risques</i>	6
	2. <i>Bilan du contrat d'objectifs et de performance 2021</i>	6
	3. <i>Présentation de la réforme des redevances</i>	7
	4. <i>Mise en place de séquences « Place aux territoires » au sein du Conseil d'Administration</i>	7
	5. <i>Résultat de l'audit du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) et des inspections</i>	8
VII.	Compte rendu de gestion et vie de l'Etablissement.....	8
	1. <i>Rapport d'activité 2021 de l'Agence de l'eau</i>	8
	2. <i>Présentation des chiffres clés du bilan social pour l'année 2021</i>	8
VII.	Divers	8

La séance est présidée par **Mme CHEVALIER**.

La Présidente énumère les pouvoirs donnés et constate que le quorum est respecté :

- M. DEPAIX à M. INGWILLER
- Mme GENESSEAU à M. REININGER
- Mme ARNOLD à M. BAUER

I. Adoption de l'ordre du jour

Sans observation de la part des membres du Comité de Bassin, l'ordre du jour est adopté.

II. Approbation des projets de procès-verbaux des séances du 2 décembre 2021

Sans observation de la part des membres du Comité de Bassin, le procès-verbal de la séance du 2 décembre 2021 est approuvé à l'unanimité.

III. Élections et désignations

La Présidente demande à M. HOELTZEL de présenter le cadre des élections.

1. du/de la Vice-Président(e) « collectivités territoriales »

M. HOELTZEL précise que tous les membres du Conseil d'Administration votent. Il s'agit de désigner un Vice-Président du Conseil d'administration issu du collège des collectivités territoriales en remplacement de M. Édouard JACQUE. Le scrutin aura lieu à bulletin secret.

Mme BARDOT propose la candidature de M. INGWILLER.

Aucune autre candidature n'est déclarée.

M. HOELTZEL soumet donc la candidature de M. INGWILLER au vote.

Le vote se déroule à bulletin secret.

Par 29 voix favorables et 1 bulletin blanc, M. INGWILLER est élu à la majorité Vice-Président du Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.

La délibération n° 2022/01 concernant l'élection du Vice-Président « collectivités territoriales » du CA est adoptée.

M. INGWILLER remercie les membres du Conseil d'Administration pour ce témoignage de confiance.

2. de trois membres de la Commission des aides financières au titre de représentants des collectivités territoriales

3. de trois membres de la Commission des Programmes représentant les collectivités territoriales au Conseil d'Administration

M. HOELTZEL explique qu'il faut remplacer Mme GIMMILLARO, M. JACQUE et M. VALDEVIT, représentants du collège des collectivités territoriales, au sein de la Commission des aides financières et de la Commission des programmes. Mme Maryvonne BUCHERT a transmis sa candidature pour intégrer les deux Commissions.

M. HENRION se propose également pour reprendre la place de son prédécesseur dans les deux Commissions.

M. HOELTZEL soumet au vote ces deux candidatures.

Mme BUCHERT et M. HENRION sont désignés à l'unanimité membres de la Commission des aides financières et de la Commission des programmes.

Les délibérations n° 2022/02 et n° 2022/03 sont adoptées.

IV. Compte financier de l'année 2021

1. Note de gestion de l'ordonnateur

2. Adoption du compte financier et affectation du résultat (pour délibération)

La Présidente signale que l'Agence de l'eau subira pour la première fois un écrêtement des redevances à hauteur de 1,5 % des recettes. Il devenait inévitable puisque l'agence tangentait le plafond presque tous les ans. L'exposé montrera également que l'agence subit de fortes variabilités des assiettes, qu'il faudra expertiser cette année.

Mme CASTEJON et M. LIARD présentent la note de gestion de l'ordonnateur et le compte financier de l'année 2021.

Débat

M. BAUER demande si les 2,3 millions d'euros de dettes correspondent à des dettes fournisseurs.

M. LIARD le confirme. Il s'agit de factures qui n'étaient pas encore payées en fin d'exercice. Elles peuvent aussi être liées à des services qui ne sont pas encore forcément émis en facturation. M. LIARD signale que ce niveau d'endettement reste faible et que le délai de paiement des fournisseurs est rapide à sa connaissance.

M. INGWILLER estime que l'utilisation du terme « bénéfice », qui apparaît dans la présentation projetée à l'écran, est inappropriée puisqu'un bénéfice est commercial. L'Agence réalise un excédent.

La Présidente soumet ensuite au vote la délibération relative à l'adoption du compte financier et à l'affectation du résultat 2021.

La délibération n°2022/04 est adoptée à l'unanimité.

V. Exécution du budget et du programme sur l'exercice 2022

La Présidente rappelle que le compte financier a montré un niveau exceptionnel d'engagements en 2021 et que la révision du programme a conduit à prolonger cette capacité de financement jusqu'à la fin de ce programme. Il est important de poursuivre cette dynamique.

1. Rapport du Président de la Commission des aides financières du 3 mars 2022 (pour information)

M. BAUER, Vice-Président du CA, qui a présidé la CAF du 3 mars en l'absence de M. DEPAIX, présente le rapport de la réunion du 3 mars 2022, qui ne suscite pas de débat.

2. Point sur l'exécution financière (pour information)

La Présidente signale que ce point d'étape est important dans la mesure où les Agences de l'eau, comme les autres opérateurs, seront questionnées vis-à-vis du plan de relance, qui a engendré des engagements massifs d'aides sans être suivis forcément de démarrages des travaux.

Mme CASTEJON présente ensuite le point sur l'exécution financière, qui ne soulève pas de questions.

3. Budget rectificatif n°1 pour l'année 2022 (pour délibération)

La Présidente rappelle que l'augmentation de la contribution au budget de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) avait été présentée lors du Conseil d'administration du 2 décembre 2021.

M. HOELTZEL précise que cette hausse de la contribution à l'OFB correspond à 475 000 euros, soit un taux de contribution de l'ordre de 5,6 % par rapport à l'abondement national du budget de l'OFB. L'idée aujourd'hui est de profiter de cette circonstance pour faire intervenir un représentant de l'OFB qui va présenter la situation financière et la trajectoire de l'OFB.

M. MORVAN, Directeur régional Grand Est de l'OFB, présente un point sur le budget de l'Office Français de la Biodiversité.

Débat

M. REININGER relève qu'une mission de police est financée par l'Agence de l'eau. Par le passé, il avait pourtant entendu dans cette instance qu'il était hors de question pour l'agence de financer la police de l'environnement, qui est une mission régalienne relevant de l'État.

M. REININGER a le sentiment que l'Agence est vue comme une « poule aux œufs d'or » et mise à contribution pour de nombreux financements. Il aimerait connaître la part que représente la police dans le budget global de l'OFB. Il s'interroge en outre sur l'efficacité de cette police, sur les compétences mises en œuvre et sur la politique de formation de l'OFB. Il a l'impression qu'elle est devenue une police rurale, qui s'occupe de circulation, mais pas une vraie police de l'environnement.

M. MORVAN précise d'abord que l'augmentation de la contribution des Agences de l'eau n'est pas fléchée et ne cible donc pas particulièrement les missions de police. Ensuite, il ne connaît pas la part que représente la police dans le budget de l'établissement. Il indique néanmoins que l'activité police représente environ 60 % de l'activité des services départementaux. L'activité comprend également un volet important sur la connaissance, notamment au titre de la DCE et d'autres directives-cadres, et un volet d'intervention.

M. MORVAN signale par ailleurs que l'Office a engagé un « Plan Marshall » de la formation. Il rappelle que l'OFB est né de la fusion de deux anciens établissements : l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS). Il faut notamment former la partie ex-ONCFS aux questions de l'eau. Or la capacité du site de formation du Bouchet, qui représente environ 100 personnes par semaine, a été limitée à 25 ou 30 personnes par semaine du fait de la taille du réfectoire et des mesures de distanciation à respecter. Pourtant, les besoins sont effectivement énormes, alors que 500 départs en retraite sont attendus au cours des 5 prochaines années.

M. MORVAN précise enfin que l'OFB a formulé environ 500 avis techniques en 2021 à l'attention des services déconcentrés de l'Etat, notamment sur la continuité écologique et l'hydroélectricité. L'office a aussi réalisé 4 000 contrôles sur le terrain environ, dont les deux tiers étaient des contrôles conformes.

Mme CORSYN a relevé dans la présentation qu'une nouvelle aire protégée a été créée, mais sans financement supplémentaire pour la gérer. En conséquence, la contribution de l'Agence de l'eau est sollicitée. De la même manière, des nouvelles réserves sont créées, mais à budget constant, ce qui n'est pas raisonnable car cela conduit à mobiliser l'agence de l'eau sur ces aires protégées alors qu'il avait été assuré que cela ne les impacterait pas.

La Présidente observe que ce constat est indéniable sur le fond. Après, il existe une contrainte budgétaire, qui va devenir encore plus forte du fait des conséquences du Covid et de la guerre en Ukraine.

Mme CORSYN a bien conscience du contexte. Elle attire cependant l'attention sur un rapport sénatorial qui évoque le versement d'une partie de la taxe d'aménagement vers les Agences de l'eau. Elle rappelle aussi qu'un précédent rapport montrait que la taxe d'aménagement, qui a remplacé la taxe des espaces naturels sensibles, avait été complètement dévoyée dans son utilisation par certains départements. Une partie des sommes dédiées à la protection de la biodiversité a été employée pour d'autres utilisations. Ce sont les agences de l'eau qui ont compensé ces pertes de recettes.

M. MORVAN précise qu'il existe beaucoup de mutualisations de moyens entre les opérateurs. S'agissant du Parc National des Forêts par exemple, environ 12 ETP sont mutualisés avec l'Office national des forêts.

Mme CORSYN comprend la volonté d'être économe dans les dépenses publiques réalisées pour la gestion des aires protégées, mais les économies finissent par nuire à la capacité de réaliser un travail correct.

Mme MATHEY-BASCOU confirme les remarques émises sur la taxe d'aménagement, en signalant que le sujet concerne les collectivités territoriales. Elle souligne cependant que la loi de finances 2022 vient d'augmenter la dotation Natura 2000, permettant ainsi d'inclure de nouvelles communes. La loi de finances 2022 crée également une nouvelle dotation biodiversité qui apporte une nouvelle source de financement. En outre, il existe toujours des financements de la part de l'Etat dans le cadre de la territorialisation de la stratégie des aires protégées. Enfin, le programme LIFE Biodiv'Est lancé récemment par la Région permet de globaliser les financements et de mieux les orienter vers des stratégies communes.

La Présidente soumet ensuite au vote la délibération relative au budget rectificatif n°1 pour l'année 2022.

La délibération n°2022/05 est adoptée à l'unanimité.

VI. Pilotage stratégique de l'Etablissement et du 11^{ème} programme d'intervention

1. Contrôle interne budgétaire – Plan d'action de la cartographie des risques

Ce point est présenté par **M. LEBLANC**.

M. HOELTZEL signale qu'un point est prévu ensuite sur le retour de l'audit CEGDD, mais que le Ministère n'a toujours pas donné son feu vert pour en parler. Il peut néanmoins dire qu'il contient un axe sur le contrôle interne budgétaire.

2. Bilan du contrat d'objectifs et de performance 2021

La Présidente indique que le bilan du contrat d'objets et de performance 2021 va être présenté conjointement avec le rapport d'activité 2021 et le bilan social 2021.

M. HOELTZEL présente ces 3 documents, en précisant que l'avis du Conseil d'administration sera uniquement sollicité sur le bilan du contrat d'objectifs et de performance.

Débat

M. HAZET propose de remettre en perspective nationale quelques actions de l'Agence. Sur la gestion des eaux pluviales urbaines, un plan national a été édité par le Ministère de la transition écologique en novembre 2021. L'Agence de l'eau fait partie des réalisations assez exemplaires. M. HAZET a noté que l'exemple des bailleurs a été cité, car l'une des cibles de ce plan national concerne justement les aménageurs, dont les bailleurs sociaux.

Par ailleurs, Mme ABBA, Secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, a lancé il y a quelques jours un nouveau plan national pour la protection des milieux humides. M. HAZET remercie le Directeur général et les équipes de l'agence pour leur appui au Ministère dans l'élaboration de ce plan national.

M. LALOÉ constate la stabilité de l'effectif en 2022. Cette pause dans la baisse des effectifs doit cependant n'être qu'une étape. M. LALOÉ veut sensibiliser les administrateurs et adresser aussi un message au commissaire de l'État sur la nécessité de renforcer les équipes de l'Agence de l'eau dans l'avenir pour répondre à ses besoins, lui permettre d'atteindre ses objectifs et permettre aux personnels de travailler dans un contexte de sérénité. Le 11^{ème} Programme révisé prévoit de continuer à intervenir de manière incitative sur des thématiques du domaine 2 et du domaine 3, avec des taux encore assez forts. En outre, la pyramide des âges de l'Agence est vieillissante

La Présidente invite ensuite le Conseil d'administration à délibérer sur le contrat d'objectifs et de performance.

La délibération n°2022/06 est approuvée à l'unanimité.

3. Présentation de la réforme des redevances

M. HOELTZEL présente le projet de réforme des redevances.

Débat

Mme LEROY demande des précisions sur le concept de la redevance biodiversité.

M. HOELTZEL explique qu'il s'agirait d'un segment additionnel à la taxe d'aménagement, qui viendrait abonder le budget des Agences. La taxe ne serait donc pas perçue directement par l'Agence, mais par les départements qui reverseraient ensuite ce segment. Dans l'idée, l'Agence de l'eau finance la désimperméabilisation des sols et taxerait donc des ouvrages qui créent de l'imperméabilisation.

M. LALOÉ demande si une réforme des redevances risquerait d'avoir un impact sur le travail des personnels de l'Agence.

M. HOELTZEL précise d'abord que la disparition de la prime ne signifie pas la disparition de l'activité en termes de qualification des données d'autosurveillance. Ensuite, cette réforme changerait certainement un peu l'organisation du service de redevances. L'organisation que l'Agence connaît actuellement sur la redevance industrie serait en fait transposée sur la redevance collectivité.

4. Mise en place de séquences « Place aux territoires » au sein du Conseil d'Administration

M. HOELTZEL et **la Présidente** présentent ce point.

Débat

Mme MICHEL estime que les séquences « Place aux territoires » sont une très bonne idée. Elles apporteront une ouverture et une possibilité d'explication différente par rapport aux appels à projets, qui impliquent un vocabulaire très technique.

La Présidente précise que les propositions d'idées sont les bienvenues.

Mme LEROY suggère d'élargir les invitations au-delà des porteurs de projets et de viser des cibles qui n'ont pas automatiquement l'idée de faire appel à l'Agence de l'eau, comme les CCI, afin de leur montrer le fonctionnement de l'Agence.

La Présidente confirme que c'est une bonne idée, qui nécessiterait cependant un travail préalable. En faisant intervenir des porteurs de projets, l'objectif est d'obtenir un retour d'expérience par rapport aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer.

5. Résultat de l'audit du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) et des inspections

Le traitement de ce point est reporté à une prochaine séance.

VII. Compte rendu de gestion et vie de l'Etablissement

1. Rapport d'activité 2021 de l'Agence de l'eau

2. Présentation des chiffres clés du bilan social pour l'année 2021

Ces points ont été traités précédemment dans le cadre du point VI.

VII. Divers

M. HOELTZEL indique que l'Agence de l'eau n'a pas de retour du terrain faisant état de blocages particuliers, de ruptures d'approvisionnement ou de problèmes financiers d'une entreprise par rapport à la crise en Ukraine. L'Agence réfléchit cependant à la mise en place d'un dispositif qui permettrait d'anticiper ces difficultés. M. HOELTZEL cite pour exemple l'idée de mettre en ligne un questionnaire pour faire remonter des difficultés ou de travailler avec un panel d'acteurs pour identifier les signaux faibles des problématiques qui pourraient voir le jour dans les prochaines semaines. S'il est nécessaire d'ajuster des modalités, une séance exceptionnelle ou écrite du Conseil d'administration serait organisée sans attendre le mois de juin.

La Présidente ajoute que des difficultés émergent déjà en lien avec le coût des carburants, le coût des matières premières et les problématiques d'approvisionnement.

En l'absence d'autres observations, la séance est levée.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,





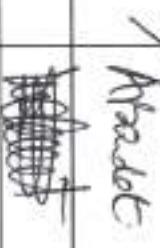





Marc HOELTZEL









La Présidente
du Conseil d'administration,

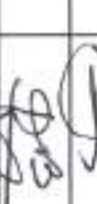


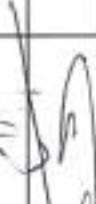


Josiane CHEVALIER

Réunion du Conseil d'Administration du 18 mars 2022 Feuille d'émargement (Membres du Conseil d'Administration)

Chambre	Nom	Prénoms	Catégorie	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Émargement
Mme	CHEVALIER	Josiane	Présidente	Présidente du Conseil d'Administration Présidente du Région Grand Est et du département du Bas-Rhin	OUI						
M.	BARBER	Patricia	Collectivités	Président du Territoire 8 Amont du SOEA Vice-Président de la Communauté de communes de Sables et Forêts Maire de Mulhouse Vice-Président de la Commission Agricole de bassin	OUI						
Mme	BARCOT	Audrey	Collectivités	Conseillère municipale de Paillevy Vice-Présidente du Conseil départemental du Haut-Rhin et Moselle 1ère Vice-Présidente du Comité de bassin Rhin-Meuse Présidente de la Commission "Gestion de l'eau et urbanisme"	OUI						
Mme	BUCHERT	Marguerite	Collectivités	Adjointe au Maire de Mulhouse	OUI						
Mme	BULOY	Béatrice	Collectivités	Maire de Mundolsheim	EXCUSE						
Mme	DAL GUERRE	Sylvie	Collectivités	Conseillère régionale Grand Est Première Adjointe au Maire de Chauxvilliers Présidente de la Commission Participation	EXCUSE						
M.	DEPAUX	Réjean	Collectivités	Maire de Montcornet	EXCUSE	M. Bernard INGWILLER					
M.	DIETMANN	Daniel	Collectivités	Président EPAGE Languedoc Maire de Hirsbach Vice-Président de la Commission "Économique et partage de la ressource en eau"	OUI						
M.	INGWILLER	Bernard	Collectivités	Maire de Griesendorf	OUI		1	M. Réjean DEPAUX			
M.	HENRIOT	François	Collectivités	Président du Syndicat unitaire Nouvelle Puisse	OUI						
Mme	MANCHEL	Delphine	Collectivités	Vice-Présidente du Grand Nancy Vice-Présidente de la Commission Participation Vice-Présidente de la Commission "Gestion de l'eau et urbanisme"	OUI						
M.	VAUTRIN	Jean Philippe	Collectivités	Vice-Président du Conseil départemental de la Meuse	EXCUSE						






Catégorie	Nom	Prénom	Catégorie	Titre	Présent	Représenté par ...	Donné pouvoir à	Pourvu	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Engagement
Mme	COCHSYN	Véronique	Usagers non économiques	Directrice du conservatoire des sites littoraux Présidente de la Commission du Milieu Naturel Aquatique de bassin	OUI						
M.	ERB	Robert	Usagers non économiques	Président de la FIPMA du Bas-Rhin	OUI						EXCUSE
Mme	GÉNÉSSEAUX	Valérie	Usagers non économiques	Vice-Présidente de France Nature Environnement Grand Est	EXCUSE	M. Daniel REININGER					
M.	MICHEL	Bernard	Usagers non économiques	Membre du Bureau national environnement CLCV	OUI						
M.	REININGER	Daniel	Usagers non économiques	Administrateur de France Nature Environnement Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président de la Commission des Programmes	OUI			1	Mme Valérie GÉNÉSSEAUX		
Mme	ARNOLD	Fridérique	Usagers économiques	Responsable qualité prévention environnement Papeteries du Rhin	EXCUSE	M. Gilbert BAUER					
M.	BAUER	Gilbert	Usagers économiques	Président du Tribunal français des boissons de la brasserie et de la malterie Vice-Président du Comité de bassin Rhin-Meuse Vice-Président du Comité d'administration de l'AFRPM Président de la Commission des Programmes	OUI			1	Mme Fridérique ARNOLD		
M.	BECKER	Jean-Paul	Usagers économiques	Représentant de la Fédération française d'apiculture	OUI						
Mme	LEROY	Mathilde	Usagers économiques	Responsable Environnement - TOTAL PETROCHEMICALS France Présidente de la Commission Industrie de bassin	OUI						
M.	PELLETIER	Jean-Luc	Usagers économiques	Président de la Chambre d'agriculture de la Meuse Président de la Commission Agricole de bassin	OUI						
M.	HENRY	Philippe	Personne qualifiée	Personne qualifiée Président Agence Bio Grand Est Président de la Commission "Economie et partage de la ressource en eau"	OUI						

Chen	Nom	Prénom	Collège	Type	Présent	Représenté par	Donné pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Engagement
M.	WALLAER	Jérôme	Etat	Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est	EXCUSE	Stéphane MATHIEY BASCOU					
M.	GOLRIAY	Bruno	Etat	Secrétaire général pour les affaires régionales Grand Est	EXCUSE						
Mme	COULONGEAT	Françoise	Etat	Directrice régionale des finances publiques du Grand Est et du Département du Bas-Rhin	EXCUSE	Patrick WEHRLIEN					
Mme	BOSSY	Aline	Etat	Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Grand Est	EXCUSE	Jean-François QUÉRE					
M.	GUERICI	Jacques	Etat	Directeur départemental des territoires de la Moselle	OUI						
M.	BEUTER	Dominique	Etat	Directeur départemental des territoires des Vosges	OUI						
M.	DUBREUIL	Pierre	Etat	Directeur général de l'Office français de la biodiversité	EXCUSE	Xavier MORVAN					
Mme	CAYRÉ	Nathalie	Etat	Directrice générale de l'Agence régionale de santé Grand Est	EXCUSE	Nicolas REYNAUD					
Mme	VALENTIN	Sophie-Charlotte	Etat	Directrice territoriale du Nord Est de Voies Navigables de France	EXCUSE	Aude MARTIN					
M.	BOISSIER	Fabrice	Etat	Directeur général délégué de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	EXCUSE	Jérôme BETTON					
M.	BERTEAUD	Pascal	Etat	Directeur général du centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	EXCUSE	Jacques LE BERRE					

M.	LAJOIE	Juven	Personnel	Rapporteur du personnel	OUI						
----	--------	-------	-----------	-------------------------	-----	--	--	--	--	--	---

Membres présents ou représentés					30	Pouvoirs	3	Total	33/35
---------------------------------	--	--	--	--	----	----------	---	-------	-------

Réunion du Conseil d'Administration du 18 mars 2022
Feuille d'émargement (Autres participants et invités)

Catégorie	Nom	Prénom	Collège	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoir	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Engagement
M.	GAILLARD	Claude	Autres participants et invités	Président du Comité de bassin Rhin-Meuse	EXCUSÉ						
M.	DINGREMONT	Benoît	Autres participants et invités	Chef de mission de contrôle général économique et financier	EXCUSÉ	Agnes RIVOISY-MAELASSAF					
M.	HAZET	Charles	Autres participants et invités	Commissaire du Gouvernement	OUI						
M.	LIARD	Sébastien	Autres participants et invités	Agent comptable	OUI						
Mme	PORQUET	Alexandra	Autres participants et invités	Représentante suppléante du personnel	OUI						
Mme	LOMBARD	Aline	Autres participants et invités	Adjointe au chef de service, Adjointe au délégué de bassin DREAL Grand Est	OUI						
			Autres participants et invités	UBIQUIS	OUI						
			Autres participants et invités								
M.	HOELTZEL	Marc	Autres participants et invités	Directeur général de l'Agence de l'eau	OUI						
M.	LEBLANC	Christophe	Autres participants et invités	Directeur général adjoint de l'Agence de l'eau	OUI						
Mme	MAUVIEUX-THOMAS	Patricia	Autres participants et invités	Directrice de la Connaissance, Participation, Programme et Politiques d'interventions	OUI						
M.	MARCOUS	Laurent	Autres participants et invités	Directeur des Aides et de l'Action territoriale	OUI						
M.	DECKER	François	Autres participants et invités	Responsable du service des redevances et de la fiscalité écologique	EXCUSÉ						
M.	SIMONIN	Patrick	Autres participants et invités	Directeur des Ressources Humaines	EXCUSÉ						

Qualité	Nom	Prénom	Catégorie	Titre	Présent	Représenté par...	Donne pouvoir à	Pouvoirs	Reçoit pouvoir de	Reçoit pouvoir de	Engagement
M.	DIETRICH	Daniel	Autres participants et invités	Direction des Systèmes d'Information - DSI Mission Administration des données	EXCLUSÉ						
M.	PROPIN	Sébastien	Autres participants et invités	Chef du Service Programme et Politiques d'intervention	OUI						
Mme	FICHTER	Aude	Autres participants et invités	Chargée de mission Juridique et appui administratif	OUI						
Mme	CHAFFAROD	Florence	Autres participants et invités	Directrice déléguée de la Communication	OUI						
M	VAUTHIER	Jean-Marc	Autres participants et invités	Chef du Service Eau dans la Ville et Industrie	OUI						
Mme	PELOUIN	Corinne	Autres participants et invités	Adjointe au Directeur des Aides et de l'Action Territoriale Cheffe du Pôle Coordination Territoriale	OUI						
M.	BOURMAUD	Doris	Autres participants et invités	Chargé de mission Coordination territoriale	EXCLUSÉ						
Mme	CASTEJON	Isabelle	Autres participants et invités	Adjointe au Directeur des Redevances et des Finances Cheffe du Service Finances	OUI						
M.	GOETGHEBEUR	Philippe	Autres participants et invités	Chef du service Eau et Espaces Naturels	OUI						
M.	LERT	Laurent	Autres participants et invités	Directeur des achats et du patrimoine	OUI						
M.	GOFFIN	Hervé	Autres participants et invités	Adjoint Chef du Service Compliance	OUI						
			Membres présents ou représentés		30						